

Jean-Paul LECOQ  
Débat sur Conseil européen des 21 et 22 mars 2019  
05/03/2019

Mes chers collègues,

Nous voici dans l'hémicycle à parler de l'Europe sur proposition du groupe « en Marche » le jour même de la sortie de la lettre de Macron aux Européens.

Voici une opération enfumage magnifiquement orchestrée.

Les Français ne s'y trompent plus, et sont fatigués d'entendre ce donneur de leçon continuer à dire à tout le monde quoi faire et quoi penser.

Nous pensions que la légendaire arrogance macronienne s'arrêtait aux frontières de notre pays.

En somme, nous pensions que les peuples d'Europe avaient la chance d'échapper à ça.

Eh bien voilà qu'avec sa lettre, l'arrogance de Macron n'a plus de limites !

Voici qu'il donne des leçons à toute l'Europe.

Et ses leçons sont insupportables parce qu'il place la liberté, la protection et le progrès au cœur du projet d'En Marche.

Il a fait tout l'inverse en France et veut nous faire avaler qu'après, tout ira pour le mieux en Europe ?

- La liberté ? Quand j'apprends qu'un couple de retraités de ma circonscription qui n'a jamais eu à faire à la justice avant est convoqué au tribunal pour avoir participé à un rassemblement de Gilets jaunes sans entraver la circulation, je ne la vois plus.
- La protection ? Vous qui n'avez cessé de casser les protections sociales, n'avez-vous pas honte de citer la protection comme solution après l'avoir méthodiquement détruite ?
- Le progrès ? Où est le progrès lorsqu'on fait à tour de bras des traités de libre-échange qui détruiront notre environnement et nos emplois ?

Il ne suffit pas de parler du progrès social pour être progressiste : encore faut-il le faire !

Le bilan des libéraux est tellement affligeant en France comme en Europe que leurs gourous changent de vocabulaire en travestissant les mots.

Ils n'effaceront pas pour autant leurs actes qui ont laissé des traces profondes dans nos sociétés.

Car leur bilan risque d'être difficile à porter :

- un chômage qui augmente en France,
- une croissance dont les fruits vont au capital et plus au travail,
- la lutte contre l'évasion fiscale qui est insuffisante,
- la pauvreté et l'exclusion sociale qui ne disparaissent pas,
- le climat et l'environnement sont ignorés,
- les droits de l'homme sont malmenés dans chacun des États membres, à commencer par le nôtre.

Mais ce n'est pas étonnant.

Un de nos collègues disait de l'efficacité du capitalisme en 1989 :

- « L'efficacité c'est 10 % de chômeurs par rapport à la population active ?
- L'efficacité, c'est la misère que l'on trouve en France et qui se généralise ?

- L'efficacité, c'est des universités dans lesquelles 3 fois plus d'étudiants sont inscrits qu'il n'y a de place pour les recevoir ?
  - L'efficacité ce sont les délégués syndicaux poursuivis devant les tribunaux ou licenciés simplement parce qu'ils sont militants syndicaux ? Ça, c'est la France.
- Voilà la réalité du capitalisme et son efficacité. »

Ce collègue, c'est Roland Leroy, qui a été député de Seine-Maritime de 1967 à 1981, et directeur du journal l'Humanité.

Si l'on repère les grands intellectuels par leur capacité à émettre des idées justes qui dépassent l'écume du présent pour mieux décrire les lames de fond du temps long, alors Roland Leroy était de ceux-là.

Ses propos sont d'une brûlante actualité, signe que l'Union européenne continue de s'accrocher à son dogme néolibéral.

Avec lui, nous avons toujours plaidé « pour une Europe sociale, pour une Europe démocratique, pacifique », et pour la défense de nos industries et de nos emplois.

Nous avons toujours défendu le produire en France.

On nous répondait et on nous répond encore que la mondialisation est bénéfique, qu'elle porte en elle la liberté, que le marché tout puissant fait ruisseler les richesses, et que nous ne sommes que des nostalgiques de l'industrie française.

Aujourd'hui, nos industries sont affaiblies, des milliers d'emplois sont détruits et c'est l'Europe qui par son impuissance complice fait le lit des nationalismes et des populismes.

Le projet européen de paix et d'égalité, de solidarité et d'humanité a été dévoyé par l'action de forces économiques, le pouvoir de la finance, des détenteurs des capitaux qui se sont renforcés au fil des décennies en rognant toujours plus sur les droits fondamentaux des citoyens.

Elle fut incompétente

- pour donner la parole aux citoyens européens,
- pour faire vivre la démocratie.

Son seul bilan : le sauvetage des banques qui, en remerciement, continuent leur fraude fiscale à des niveaux jamais vus !

Il faut en finir avec cette Europe de la compétition

- qui délocalise,
- qui met en concurrence les peuples et leurs modèles sociaux,
- qui taille en pièce les travailleurs pour réduire le coût du travail,
- et qui contraint les budgets des nations souveraines à l'austérité à perpétuité.

Car, on ne préside pas aux destinées des nations rassemblées contre l'intérêt des peuples.

Cette « gigantesque machine à fabriquer de la régression sociale », comme l'écrivait hier Ian Brossat doit être dépassée, modifiée en profondeur.

C'est tout le sens de l'action des députés communistes dans cet hémicycle.

Changeons de cap avant le naufrage !